

Ministère de l'Éducation Nationale

Baccalauréat Professionnel

«Métiers de la sécurité»

Session 2017

E 2
ÉTUDES DE SITUATIONS PROFESSIONNELLES

Consignes de réalisation de l'épreuve :

Les réponses doivent être apportées sur votre copie ou sur les annexes.

Le dossier sujet sera rendu intégralement avec la copie et les annexes.

La calculatrice est autorisée.

Durée 3 heures

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL METIERS DE LA SECURITE	1706-MS SP PO	Session 2017	SUJET
ÉPREUVE E2 : Etudes de situations professionnelles	Durée : 3 H	Coefficient :	Page 1 / 21

Documents et Annexes

Vous avez à votre disposition :

Situation 1

Documents

Document 1 : Carte professionnelle de M TAREMBOIS.	page 8
Document 2 : GSM DATI	page 9
Document 3 : Panneau marquant la zone privatisée	page 10
Document 4 : Extrait video du 31 mai	page 11
Document 5 : Copie d'écran du site internet de la ZAD de Bonroy	page 12

Annexes à rendre avec la copie

Annexe 1 : Justification de l'organisation matérielle du PC	page 20
---	---------

Situation 2

Documents :

Document 6 : Photo générique du chien	page 13
Document 7 : Arrêté du 27 avril 1999	pages 14,15
Document 8 : Article L 211-1 à L 211-5 du code rural	pages 16,17
Document 9 : Extrait du code de Procédure Pénale « le contrôle d'identité »	page 18
Document 10 : Photo du campement détecté le 24/12/2016	page 19

Annexes à rendre avec la copie :

Annexe 2 : <i>Fiche de renseignement</i> 38 ZGN	page 21
---	---------

CONTEXTE PROFESSIONNEL

Un collectif s'est créé dans les départements de la Drôme et de l'Isère il y a quelques années afin de s'opposer à la construction d'un centre de vacances dans une zone forestière. Ce projet qui implique la déforestation massive d'une zone dite «humide», réduirait le débit de la rivière «La Garbure», bouleversant ainsi l'économie et l'écologie d'une vallée toute entière.

Des militants, dits «Zadistes», considérant que la forêt est une «Zone à Défendre (ZAD)» ont dressé un campement à proximité du futur chantier et ont, en parallèle, déposé des recours auprès du tribunal administratif afin d'empêcher les opérations de déforestation sur le site. Ils ont annoncé leur intention de se maintenir sur les lieux jusqu'à ce que le projet soit abandonné.

À ce jour, une entreprise a été mandatée pour réaliser des travaux préparatoires (analyse des sols et de l'impact écologique, défrichage, ...).

L'entrepreneur, en charge du chantier de préparation, a missionné la société de sécurité CHARIS (CHARAN RISQUES SÉCURITÉ) afin que des agents soient présents sur le site sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. L'équipe de sécurité est constituée en permanence d'un chef de poste, de deux agents de sécurité et d'un agent cynophile avec son chien. Leur mission principale est de protéger le matériel qui se trouve sur une partie de forêt privatisée. Ces agents disposent d'un bungalow de chantier pour s'abriter et regrouper l'ensemble de leurs moyens. Ce poste de commandement (PC), alimenté en eau et électricité, ne dispose pas de liaison téléphonique fixe, mais le réseau 4G est de bonne qualité sur l'ensemble du chantier. Des toilettes sèches se situent à proximité.

Le chantier de 200 hectares n'est pas entièrement clos mais son espace est clairement délimité, des panneaux d'interdiction sont apposés au niveau des accès. En dehors des heures de travail des ouvriers, les engins de travaux publics sont regroupés dans un espace à proximité d'un dépôt d'huile pour circuits hydrauliques (environ 100 litres) et de gasoil en citerne extérieure (environ 5 000 litres). Un espace pour la charge d'accumulateurs a également été aménagé à cet endroit.

La gendarmerie de Bonroy (Isère) est également en charge d'assurer le bon ordre, la tranquillité et la salubrité des espaces alentours, sur réquisition du procureur de la République.

SITUATION 1

Vous êtes Camille Kaigin, chef de poste sur le chantier, employé(e) par la société CHARIS.

Ce 31 mai, vous êtes chargé(e), par votre employeur, de la mise en place du dispositif de sécurité. Dans le véhicule utilitaire de votre société, vous transportez :

- 6 émetteurs/récepteurs radio professionnels et leurs chargeurs, 4 téléphones GSM équipés d'un dispositif d'alerte pour travailleur isolé « DATI » et divers accessoires électriques ;
- un lot d'extincteurs de tous types ;
- des équipements de protection individuelle pour les agents de sécurité ;
- des documents et matériels administratifs ;
- une trousse de secours complète.

Vous accueillez les trois agents de sécurité prévus sur le site et vous leur demandez de vous présenter leur carte professionnelle dématérialisée afin d'établir les trois cartes professionnelles matérialisées propres à l'entreprise. Vous détectez une anomalie sur la carte de l'agent cynophile, ce qui vous conduit à refuser la présence de cet agent et à contacter votre responsable pour remédier à la situation.

TRAVAIL À FAIRE

1.1 Rédigez :

- **les conseils que vous donnez oralement à l'agent cynophile qui va devoir quitter le site ;**
- **le message que vous adressez à votre responsable.**

Vous avez choisi du matériel adapté au site. Vous souhaitez vous assurer que les agents recrutés sont pleinement conscients de l'intérêt de ces matériels et qu'ils maîtrisent les consignes liées à leur utilisation.

TRAVAIL À FAIRE

1.2 Justifiez le choix des matériels présentés dans le tableau en annexe 1 et précisez les consignes correspondantes à donner aux agents.

Vous vérifiez que les extincteurs que vous avez transportés sur le site sont adaptés.

TRAVAIL À FAIRE

1.3 Identifiez, hors feu de forêt, les risques incendie inhérents au chantier et à votre PC et donnez le(s) type(s) d'extincteur(s) correspondants à chaque risque.

Un de vos agents effectue une ronde de reconnaissance du pourtour du chantier. Il vous envoie une vidéo à l'aide de son smartphone. Cette vidéo est prise dans une clairière aux abords immédiats de la zone de chantier.

TRAVAIL À FAIRE

1.4 Analysez la photo extraite de la vidéo afin d'en déduire ce qui est susceptible de se dérouler dans la clairière.

Vous consultez le site Internet du mouvement « Zadiste » et vous informez la brigade de gendarmerie de Bonroy des événements qui se préparent.

TRAVAIL À FAIRE

1.5 Répertoriez l'ensemble des éléments qu'il est utile de transmettre à la gendarmerie.

Situation 2

Vous êtes gendarme avec le grade de brigadier-chef et avec la qualification judiciaire d'Agent de Police Judiciaire (article 20 du CPP). Vous vous nommez Dominique Mattéoli.

Un rassemblement important de personnes a lieu ce matin du 3 juin depuis 10 h tout près du chantier. Ce rassemblement sur le domaine public a été autorisé par les autorités administratives. Vous êtes en renfort avec des personnels de votre brigade de Saint-Grégoire.

Ce rassemblement semble être très pacifique. Toutefois, votre commandant d'unité vous a demandé d'être particulièrement vigilant(e) en matière de consommation et de trafic de produits stupéfiants ainsi que sur la forte probabilité de présence d'animaux.

Il est 11 h 30 lorsque vous voyez un individu d'une quarantaine d'années dans la foule qui est accompagné d'un chien adulte tenu en laisse et pourvu d'une muselière. Le propriétaire vous présente le récépissé de la déclaration en mairie ainsi que les documents attestant du pedigree du chien (LOF). Il s'agit d'un TOSA.

TRAVAIL À FAIRE

2.1 Citez les éléments morphologiques d'identification qui vous permettent de confirmer la race du chien. Identifiez la catégorie à laquelle il appartient.

2.2 Analysez la situation afin de déterminer si, au regard de l'article L211-16 du code rural, une infraction peut être retenue contre le propriétaire du chien.

Au plus fort de la journée, vers 16 h, cinq cents personnes environ se sont rassemblées. Vous êtes alerté(e) par un agent de sécurité de l'entreprise de sécurité CHARIS, que cinq individus ont pénétré sur le chantier et qu'ils se montrent agressifs envers les deux agents qui les ont interceptés.

Vous vous rendez sur place avec un gendarme de votre brigade. Un seul individu est encore présent mais à l'extérieur du chantier. Vous contrôlez son identité bien que les agents de sécurité l'aient déjà fait.

TRAVAIL À FAIRE

2.3 Expliquez ce qui vous donne le droit de contrôler l'identité de l'individu. Précisez si ce droit appartient également aux agents de sécurité.

Vous décidez de ne pas verbaliser l'individu.
Les agents de sécurité sont très énervés car ils ne comprennent pas votre décision.

TRAVAIL À FAIRE

2.4 Listez, en les justifiant, les moyens que vous allez employer pour apaiser les agents.

Vous patrouillez sur le site, non loin du lieu du concert et vous constatez la présence d'un campement établi par les zadistes. La journée se poursuit sans aucun autre incident, les zadistes se dispersent aux alentours.

À la lumière des faits de la journée, vous indiquez les perspectives d'évolution des événements sur le site à votre commandant d'unité.

TRAVAIL À FAIRE

2.5 Renseignez la fiche portant sur le déroulement de la journée (annexe 2).

Document 1 : Carte Professionnelle de M TAREMBOIS



Conseil National des Activités Privées de Sécurité

Monsieur TAREMBOIS Didier

Rue des mésanges
26 530 Vassye

Le Président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Sud Est

LYON, le 15 novembre 2016

VU :

- le livre VI du code de la sécurité intérieure ;
 - le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 modifié pris pour l'application de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;
 - le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 modifié pris pour l'application de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à la qualification professionnelle des dirigeants et à l'aptitude professionnelle des salariés des agences de recherches privées ;
 - le décret n° 2009-137 du 9 février 2009 modifié relatif à la carte professionnelle, à l'autorisation préalable et à l'autorisation provisoire des salariés participant aux activités privées de sécurité définies à l'article 1er, à l'article 11-8 et à l'article 20 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 ;
 - le décret n°2011-1919 du 22 décembre 2011 relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité ;
 - l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;
 - l'arrêté du 7 février 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;
- la demande présentée le 01/11/2016 par Monsieur TAREMBOIS Didier, né le 02/02/1991 à DIE, en vue d'obtenir une CARTE PROFESSIONNELLE ;

Considérant qu'il résulte de l'enquête administrative que le demandeur n'a pas eu un comportement ou des agissements contraires à l'honneur, à la probité, aux bonnes mœurs ou de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens, à la sécurité publique ou à la sûreté de l'Etat ou incompatibles avec l'exercice d'activités privées de sécurité et qu'il justifie valablement de son aptitude professionnelle ;

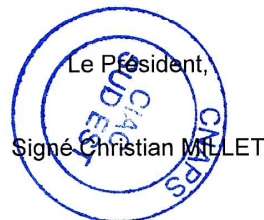
Décide

Une carte professionnelle comportant le numéro CAR- 026-2021-11-15-2016123654 est délivrée à Monsieur TAMRAMBOIS Didier, né le 02/02/1991 à DIE. Cette carte professionnelle expire le 15 novembre 2021

Elle autorise son titulaire à exercer durant la période de validité de la carte la ou les activités suivantes :

- Surveillance humaine ou surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ou gardiennage

*Ce document est votre carte
professionnelle*



En application de l'article 5 du décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986 modifié relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection, la délivrance du numéro de carte professionnelle entraîne, pour l'employeur, l'obligation de délivrer au salarié une carte professionnelle matérielle propre à l'entreprise.

Conformément aux articles 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données enregistrées. Ce droit peut s'exercer par simple demande en écrivant à la commission interrégionale d'agrément et de contrôle qui a délivré la carte professionnelle.

ADRESSE POSTALE : rue Pierre Filliat 07007 PRIVAS B.P. 721 - STANDARD 04 75 66 50 00
ADRESSE INTERNET : prefecture07@interieur.gouv.fr

Document 2 : GSM « DATI »

ATTENDANCE



[Accueil](#) [Produits](#) [Choisir son PTI](#) [Télécharger](#) [Tarifs](#) [Contact](#)



ATI-1010S: mobile GSM d'urgence pour la Protection du Travailleur Isolé (PTI)

- **Protection totale grâce à quatre modes d'alertes automatiques :**
 - Détection de chute
 - Détection d'absence de mouvement
 - Une combinaison des modes ci-dessus
 - Appui sur la touche SOS
- **Transmission automatique d'alertes**
 - Appel mains libres avec glissement sur 9 numéros et envoi de SMS.
- **Utilisation simplifiée**
 - Neuf numéros programmables avec appel direct.
- **Léger et portable**
 - Sans aucune gêne de mouvements (100 grammes).
- **Compatible NanoPTI®**
 - par une touche d'urgence directement accessible au-dessus

exclu web

185 € HT
en stock

acheter

[Fonctionnement](#) [Utilisations](#) [Coffret](#) [Spécifications](#) [Téléchargements](#) [Législation](#) [Presse](#)

ATI-1010S est un Dispositif d'Assistance au Travailleur Isolé de dernière génération. Ce téléphone GSM intègre les fonctions uniques ou combinées de détection de perte de verticalité et d'absence de mouvement. Ces modes permettent d'assurer la protection complète de personnes quelle que soit leur position : debout, assise ou allongée.

ATI 1010S est idéal pour:

- ASSURER la protection de personnes ou de travailleurs isolés
- COMMUNIQUER avec des personnes en difficulté

ATI 1010S s'utilise en émission et en réception comme un GSM classique et offre les fonctionnalités suivantes:

Touche d'urgence / Appel SOS:

Un simple appui sur l'écran tactile envoie un SMS d'alerte et établit une communication vocale mains-libres vers les numéros enregistrés.

Mode «détection de perte de verticalité»:

Se déclenche si l'inclinaison du téléphone est supérieure à 45° pendant plus de 30 secondes. Une alarme sonore temporisée à 30 secondes prévient l'utilisateur de l'envoi imminent d'une alerte. Si l'utilisateur rétablit la position verticale du téléphone (se relève), le processus d'alerte est arrêté. Dans le cas contraire, un SMS est envoyé et un appel téléphonique est établi permettant au correspondant de dialoguer avec l'utilisateur et de prendre connaissance du contexte de la situation. Ce mode est utilisé pour des personnes travaillant principalement en position debout.

Mode «détection d'absence de mouvement»:

ATI-1010S analyse en permanence les mouvements de l'utilisateur. En l'absence de mouvement pendant plus de 30 secondes, une alarme sonore d'une durée de 30 secondes prévient l'utilisateur de l'envoi imminent d'une alerte. Si l'utilisateur bouge, le processus d'alerte est arrêté. Dans le cas contraire, un SMS est envoyé et un appel téléphonique est établi permettant au correspondant de dialoguer avec l'utilisateur et de prendre connaissance du contexte de la situation.

Source / <http://www.vigicom.fr/>

DOCUMENT 3

PANNEAU MARQUANT L'ENTRÉE DE LA ZONE PRIVATISÉE
(SOURCE SITE ZAD BONROY)



DOCUMENT 4

IMAGE EXTRAITE DE LA VIDÉO ENREGISTRÉE PAR L'AGENT DE SÉCURITÉ
LORS DE SA RONDE AU POURTOUR DU SITE LE 31 MAI



DOCUMENT 5

COPIE D'ÉCRAN DU SITE DE LA ZAD DE BONROY



DOCUMENT 6

**PHOTOS DU CHIEN ADULTE IDENTIQUE À CELUI RÉPÉRÉ SUR LE RASSEMBLEMENT
(POUR MÉMOIRE LE CHIEN DU RASSEMBLEMENT EST MUSELÉ ET TENU EN LAISSE)**



DOCUMENT 7

Arrêté du 27 avril 1999 pris pour l'application de l'article 211-1 du code rural et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, faisant l'objet des mesures prévues aux articles 211-1 à 211-5 du même code

NOR: AGRG9900639A

Version consolidée au 9 mars 2017

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment les articles 211-1 à 211-5,

Article 1 Modifié par Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 - art. 11 JORF 21 septembre 2000.

Relèvent de la 1^{re} catégorie de chiens telle que définie à l'article L. 211-12 du code rural :

- Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race **Staffordshire terrier**, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche ;
- Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race **American Staffordshire terrier**, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Ces deux types de chiens peuvent être communément appelés "pit-bulls" :

- Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race **Mastiff**, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche. Ces chiens peuvent être communément appelés "**boerbulls**" ;
- Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race **Tosa**, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Article 2 Modifié par Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 - art. 11 JORF 21 septembre 2000.

Relèvent de la 2^e catégorie des chiens telle que définie à l'article L. 211-12 du code rural :

- les chiens de race **Staffordshire terrier** ;
- les chiens de race **American Staffordshire terrier** ;
- les chiens de race **Rottweiler** ;
- les chiens de race **Tosa** ;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race **Rottweiler**, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Article 3

Les éléments de reconnaissance des chiens de la 1^{re} et de la 2^e catégorie mentionnés aux articles 1^{er} et 2 figurent en annexe au présent arrêté.

Article 4

Le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, la directrice générale de l'alimentation et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Les chiens visés dans le présent arrêté, que ce soit pour la 1^{re} ou la 2^e catégorie, sont des molosses de type dogue, définis par un corps massif et épais, une forte ossature et un cou épais.

Les deux éléments essentiels sont la poitrine et la tête. La poitrine est puissante, large, cylindrique avec les côtes arquées. La tête est large et massive, avec un crâne et un museau de forme plus ou moins cubique. Le museau est relié au crâne par une dépression plus ou moins marquée appelée le stop.

Les chiens communément appelés "**pit-bulls**" qui appartiennent à la 1^{re} catégorie présentent une large ressemblance avec la description suivante :

- petit dogue de couleur variable ayant un périmètre thoracique mesurant environ entre 60 cm (ce qui correspond à un poids d'environ 18 kg) et 80 cm (ce qui correspond à un poids d'environ 40 kg). La hauteur au garrot peut aller de 35 à 50 cm ;
- chien musclé à poil court ;
- apparence puissante ;
- avant massif avec un arrière comparativement léger ;
- le stop n'est pas très marqué, le museau mesure environ la même longueur que le crâne tout en étant moins large, et la truffe est en avant du menton ;
- les mâchoires sont fortes, avec les muscles des joues bombés.

Les chiens communément appelés **“boerbulls”** qui appartiennent à la 1re catégorie présentent une large ressemblance avec la description suivante :

- dogue généralement de couleur fauve à poil court, grand et musclé, pourvu d'un corps haut, massif et long ;
- la tête est large, avec un crâne large et un museau plutôt court ;
- les babines sont pendantes, le museau et la truffe peuvent être noirs ;
- le cou est large avec des plis cutanés représentant le fanon ;
- le périmètre thoracique est supérieur à 80 cm (ce qui correspond à un poids supérieur à 40 kg). La hauteur au garrot est d'environ 50 à 70 cm ;
- le corps est assez épais et cylindrique ;
- le ventre a un volume proche de celui de la poitrine.

Les chiens qui appartiennent à la 1re catégorie pouvant être rapprochés morphologiquement des chiens de race **Tosa** présentent une large ressemblance avec la description suivante :

- dogue à poil court et de couleur variable, généralement fauve, bringée ou noire, de grande taille et de constitution robuste ;
- le périmètre thoracique est supérieur à 80 cm (ce qui correspond à un poids supérieur à 40 kg). La hauteur est d'environ 60 à 65 cm ;
- la tête est composée d'un crâne large, d'un stop marqué, avec un museau moyen ;
- les mâchoires inférieure et supérieure sont fortes ;
- le cou est musclé, avec du fanon ;
- la poitrine est large et haute ;
- le ventre est bien remonté ;
- la queue est épaisse à la base.

Les chiens qui appartiennent à la 2e catégorie pouvant être rapprochés morphologiquement des chiens de race **Rottweiler** présentent une large ressemblance avec la description suivante :

- dogue à poil court, à robe noir et feu ;
- chien trapu un peu long avec un corps cylindrique et un périmètre thoracique supérieur à 70 cm (ce qui correspond à un poids supérieur à 30 kg). La hauteur au garrot est d'environ 60 à 65 cm ;
- le crâne est large, avec un front bombé et des joues musclées ;
- le museau est moyen, à fortes mâchoires ;
- le stop est très accentué ;
- la truffe est à hauteur du menton.

Pour ce qui concerne les chiens qui appartiennent à la 2e catégorie et qui sont des chiens de race :

- ils répondent aux standards des races concernées, établis par la Société centrale canine ;
- leur appartenance à la race considérée est attestée par une déclaration de naissance ou par un pedigree. Ces documents sont délivrés par la Société centrale canine lorsque le chien est inscrit sur le livre généalogique de la race concernée.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Jean Glavany.

Le ministre de l'intérieur,

Jean-Pierre Chevènement.

DOCUMENT 8

ARTICLES L211-11 A L211-16 DU CODE RURAL

Article L211-12

Les types de chiens susceptibles d'être dangereux faisant l'objet des mesures spécifiques prévues par les articles L. 211-13 à L. 211-16, sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-11, sont répartis en deux catégories :

1° Première catégorie : les chiens d'attaque ;

2° Deuxième catégorie : les chiens de garde et de défense.

Un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'agriculture établit la liste des types de chiens relevant de chacune de ces catégories.

Article L211-13

Ne peuvent détenir les chiens mentionnés à l'article L. 211-12 :

1° Les personnes âgées de moins de dix-huit ans ;

2° Les majeurs en tutelle à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le juge des tutelles

3° Les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour délit inscrit au bulletin n° 2 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent ;

4° Les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée en application de l'article L. 211-11. Le maire peut accorder une dérogation à l'interdiction en considération du comportement du demandeur depuis la décision de retrait, à condition que celle-ci ait été prononcée plus de dix ans avant le dépôt de la déclaration visée à l'article L. 211-14.

Article L211-14

I. - Pour les personnes autres que celles mentionnées à l'article L. 211-13, la détention de chiens mentionnés à l'article L. 211-12 est subordonnée au dépôt d'une déclaration à la mairie du lieu de résidence du propriétaire de l'animal ou, quand il diffère de celui de son propriétaire, du lieu de résidence du chien. Cette déclaration doit être à nouveau déposée chaque fois à la mairie du nouveau domicile.

II. - Il est donné récépissé de cette déclaration par le maire lorsqu'y sont jointes les pièces justifiant :

1° De l'identification du chien conforme à l'article L. 214-5 ;

2° De la vaccination antirabique du chien en cours de validité ;

3° Pour les chiens mâles et femelles de la première catégorie, le certificat vétérinaire de stérilisation de l'animal ;

4° Dans des conditions fixées par décret, d'une assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire du chien ou de celui qui le détient, pour les dommages causés aux tiers par l'animal. Les membres de la famille du propriétaire ou de celui qui détient d'animal sont considérés comme tiers au sens des présentes dispositions.

III. - Une fois la déclaration déposée, il doit être satisfait en permanence aux conditions énumérées au II.

Article L211-15

I. - L'acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux, hormis les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 211-11 ou au troisième alinéa de l'article L. 211-29, l'importation et l'introduction sur le territoire métropolitain, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon des chiens de la première catégorie mentionnée à l'article L. 211-12 sont interdites.

II. - La stérilisation des chiens de la première catégorie est obligatoire. Cette stérilisation donne lieu à un certificat vétérinaire.

Article L211-16

I. - L'accès des chiens de la première catégorie aux transports en commun, aux lieux publics à l'exception de la voie publique et aux locaux ouverts au public est interdit. Leur stationnement dans les parties communes des immeubles collectifs est également interdit.

II. - Sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs, les chiens de la première et de la deuxième catégorie doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure. Il en est de même pour les chiens de la deuxième catégorie dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun.

III. - Un bailleur ou un copropriétaire peut saisir le maire en cas de dangerosité d'un chien résidant dans un des logements dont il est propriétaire. Le maire peut alors procéder, s'il le juge nécessaire, à l'application des mesures prévues à l'article L. 211-11.

Source : www.legifrance.fr

DOCUMENT 9

ARTICLE ENCADRANT LE CONTROLE D'IDENTITÉ (EXTRAIT DU CPP)

Article 78-2

- Modifié par LOI n°2017-256 du 28 février 2017 - art. 109

al 1 - Les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux articles 20 et 21-1° peuvent inviter à justifier, par tout moyen, de son identité toute personne à l'égard de laquelle existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner :

al 2 - qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;

al 3 -ou qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ;

al 4 -ou qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit ;

al 5 -ou qu'elle a violé les obligations ou interdictions auxquelles elle est soumise dans le cadre d'un contrôle judiciaire, d'une mesure d'assignation à résidence avec surveillance électronique, d'une peine ou d'une mesure suivie par le juge de l'application des peines ;

al 6 -ou qu'elle fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire.

al 7 -Sur réquisitions écrites du procureur de la République aux fins de recherche et de poursuite d'infractions qu'il précise, l'identité de toute personne peut être également contrôlée, selon les mêmes modalités, dans les lieux et pour une période de temps déterminés par ce magistrat. Le fait que le contrôle d'identité révèle des infractions autres que celles visées dans les réquisitions du procureur de la République ne constitue pas une cause de nullité des procédures incidentes.

L'identité de toute personne, quel que soit son comportement, peut également être contrôlée, selon les modalités prévues au premier alinéa, pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes ou des biens.

al 8 Dans une zone comprise entre la frontière terrestre de la France avec les Etats parties à la convention signée à Schengen le 19 juin 1990 et une ligne tracée à 20 kilomètres en deçà, ainsi que dans les zones accessibles au public des ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international et désignés par arrêté, pour la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière, l'identité de toute personne peut également être contrôlée, selon les modalités prévues au premier alinéa, en vue de vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents prévues par la loi.

source : <https://www.legifrance.gouv.fr>

DOCUMENT 10

PHOTO DU CAMPEMENT DÉTECTÉ AUX ABORDS DU CHANTIER



ANNEXE 1

JUSTIFICATION DE L'ORGANISATION MATÉRIELLE DU PC

Matériel	Justification du choix du matériel	Consignes aux agents
Matériel Radio longue portée/Étanche		
Téléphone GSM/ DATI		
Main courante papier ou informatisée présente au PC		

ANNEXE 2

FICHE DE RENSEIGNEMENT - Section de renseignement 38 ZGN

OBJET : RASSEMBLEMENT D'OPPOSANTS AU PROJET CENTRE DE VACANCES BONROY ; ZONE GENDARMERIE 38 (ZGN 38)

FAITS

Le 03/06 s'est tenu un rassemblement d'opposants près du chantier du futur centre de vacances de Bonroy. Ce rassemblement a réuni environ 500 personnes du 10 h à 17 h.

CONSÉQUENCES (Faits marquants et éléments de renseignements tirés de ces faits)
--

PERSPECTIVES

COMMENTAIRES (Mesures préconisées en fonction des perspectives)
--